

LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

**MINISTÈRE DES FINANCES,
MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
ET MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES**

F. 93 — 37

[S.C. — 3793]

22 DECEMBRE 1992

**Arrêté royal réglant l'organisation
et le fonctionnement du Fonds de Participation**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu les articles 73, 74 et 75 de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment l'article 44;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1992 fixant la date d'entrée en vigueur des articles 73 à 84 de la loi du 28 juillet 1992 précitée;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu les lois sur le conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard et en tout cas avant le 31 décembre 1992 des mesures d'exécution, résulte des prescriptions fixées aux articles 73, 74 et 75 de la loi du 28 juillet 1992 précitée;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE Ier. — *Dénomination, siège, durée, objet*

Article 1er. En vertu de l'article 73 de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, il est constitué un établissement public sous la dénomination « Fonds de Participation », en néerlandais : « Participatiefonds », en allemand : « Beitragsfonds ».

Le Fonds de Participation est placé sous la tutelle des Ministres des Finances, des Classes moyennes et de l'Emploi et du Travail. Il est rangé dans la catégorie C de l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Art. 2. Le siège est établi à Bruxelles, boulevard de Waterloo 16. Il peut être transféré en tout autre endroit dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, par simple décision du conseil d'administration.

Art. 3. Le Fonds de Participation ne peut être dissous que par une loi qui règlera le mode et les conditions de la liquidation.

Art. 4. Le Fonds de Participation a pour mission :

1° d'assurer la gestion des actifs visés à l'article 13, alinéa 1er, 1°, 2°, 4° et 6°;

2° de contribuer directement ou indirectement au renforcement des fonds propres des personnes physiques ou morales qui peuvent obtenir un crédit professionnel, par l'octroi de prêts subordonnés ou autres avances de ce type, pour les besoins de leurs activités professionnelles;

3° d'octroyer un prêt subordonné au chômeur complet indemnisé désireux de s'établir comme indépendant ou de créer une entreprise;

4° de contribuer, directement ou indirectement, par des prêts subordonnés ou non, ou d'autres formes d'avances de ce type, à la reprise d'entreprises personnelles ou constituées sous forme de sociétés qui peuvent obtenir un crédit professionnel.

**MINISTERIE VAN FINANCIËN,
MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
EN MINISTERIE VAN MIDDENSTAND**

N. 93 — 37

[S-C — 3793]

22 DECEMBER 1992

**Koninklijk besluit tot regeling van de organisatie
en de werking van het Participatiefonds**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

Gelet op de artikelen 73, 74 en 75 van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op artikel 44;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1992 tot vaststelling van de datum van de inwerkingtreding van de artikelen 73 tot 84 van voornoemde wet van 28 juli 1992;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de noodzaak om onverwijld en alleszins voor 31 december 1992 uitvoeringsmaatregelen te nemen, voortvloeit uit de voorschriften bepaald in de artikelen 73, 74 en 75 van voornoemde wet van 28 juli 1992;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën, van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL I. — *Benaming, zetel, duur, doel*

Artikel 1. Krachtens artikel 73 van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen wordt er een openbare instelling opgericht onder de benaming « Participatiefonds », in het Frans : « Fonds de Participation », in het Duits : « Beitragsfonds ».

Het Participatiefonds staat onder de voogdij van de Ministers van Financiën, van de Middenstand en van Tewerkstelling en Arbeid. Het wordt ondergebracht in categorie C van artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 2. De zetel is gevestigd te Brussel, Waterlooaan 16. Hij mag bij eenvoudige beslissing van de raad van bestuur overgebracht worden naar iedere andere plaats in het bestuursrechtelijk arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Art. 3. Het Participatiefonds kan slechts worden ontbonden door een wet die de wijze en de voorwaarden van de vereffening zal regelen.

Art. 4. Het Participatiefonds heeft als opdracht :

1° in te staan voor het beheer van de in artikel 13, eerste lid, 1°, 2°, 4° en 6° bedoelde activa;

2° rechtstreeks of onrechtstreeks bij te dragen tot het versterken van het eigen vermogen van de natuurlijke of rechtspersonen die een beroepskrediet kunnen bekomen, door het toekennen van achtergestelde leningen of andere gelijksoortige vormen van voorschotten, ten behoeve van hun beroepswerkzaamheden;

3° een achtergestelde lening toe te kennen aan een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze die zich wil vestigen als zelfstandige of een onderneming wenst op te richten;

4° rechtstreeks of onrechtstreeks door al dan niet achtergestelde leningen of andere gelijksoortige vormen van voorschotten te helpen bij de overname van persoonlijke ondernemingen of ondernemingen die zijn opgericht als vennootschap en die een beroepskrediet kunnen bekomen.

Est considérée comme relevant du crédit professionnel, toute opération de crédit destinée à faciliter l'exercice, par une personne physique, d'une profession ou l'exploitation, par une personne morale, d'un commerce, d'une industrie ou d'une activité relevant des classes moyennes, sans qu'il soit requis que le demandeur de crédit ait la qualité de commerçant telle que définie par le Titre Ier du Livre Ier du Code de commerce.

Art. 5. Le Fonds de Participation peut recevoir des dotations à charge du budget de l'Etat, qui détermine celles des missions visées à l'article 4, 2° à 4°, auxquelles ces dotations sont affectées.

Le Fonds de Participation peut contracter des emprunts, avec la garantie de l'Etat, moyennant l'accord du Ministre des Finances et aux conditions fixées par celui-ci.

TITRE II. — Administration, contrôle

Art. 6. Le Fonds de Participation est administré par un conseil d'administration composé de huit membres, nommés pour une durée de six ans par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre des Finances et selon les modalités suivantes :

1° quatre membres possédant une expérience économique et financière, notamment en matière de crédit ou de gestion d'entreprise, présentés, à raison d'un membre, respectivement par le Ministre des Finances, le Ministre des Classes moyennes, le Ministre de l'Emploi et du Travail et le Ministre des Affaires économiques;

2° quatre membres possédant une expérience économique et financière, notamment en matière de crédit ou de gestion d'entreprise, proposés par les organisations représentatives des classes moyennes au sens des articles 6 et 7 de l'arrêté royal du 28 mai 1979 portant coordination des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes.

Les candidatures sont adressées au Ministre des Classes moyennes qui les communique au Ministre des Finances.

Le mandat des membres peut être renouvelé. A l'échéance de leur mandat, les membres continuent à exercer leurs fonctions jusqu'à l'entrée en vigueur du renouvellement de leur mandat ou de la nomination de leur successeur.

Le conseil d'administration compte autant de membres d'expression française que de membres d'expression néerlandaise.

Un des membres du conseil est désigné par le Roi sur proposition du Ministre des Finances et du Ministre des Classes moyennes en qualité de président et est chargé de représenter le Fonds vis-à-vis des tiers tant dans les actes judiciaires qu'extrajudiciaires et d'exécuter les décisions du conseil du Fonds. Le président peut déléguer son pouvoir de représentation dans les actes extrajudiciaires avec pouvoir de subdélégation. Un vice-président est pareillement désigné. Il remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement. Le président et le vice-président sont d'expression linguistique différente. En cas d'absence ou d'empêchement de l'un et de l'autre, le membre le plus âgé assumera la présidence.

Chaque membre du conseil a voix délibérative. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

Les rémunérations ou jetons de présence des membres du conseil sont fixés par arrêté royal.

Art. 7. Ne peuvent pas faire partie du conseil d'administration, les membres des Chambres législatives, du Parlement européen, des conseils des Communautés et des Régions, et les personnes qui ont la qualité de Ministre ou de secrétaire d'Etat ou de membre d'un Exécutif de Communauté ou de Région.

Art. 8. Le conseil se réunit au siège au minimum une fois par mois.

En outre, il se réunit chaque fois que le président ou deux membres le demandent. Le président adresse une convocation contenant l'ordre du jour par lettre ordinaire, au moins trois jours calendrier avant la date de la séance.

Le conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente.

Au cas où un membre du conseil d'administration a un intérêt personnel, direct ou indirect, dans une des questions débattues, il doit en avertir le conseil et ne peut prendre part à la délibération ni au vote, sauf décision unanime des autres membres présents.

Les délibérations et votes du conseil sont constatés dans des procès-verbaux signés par les membres présents. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou le vice-président.

Wordt als beroepskrediet beschouwd, elk kredietverrichting met als doel de uitoefening van een beroep door een natuurlijk persoon of de exploitatie door een rechtspersoon van een handel, een nijverheid of een professioneel middenstandsbedrijf te vergemakkelijken, en waarbij niet wordt vereist dat de kredietaanvrager de hoedanigheid van handelaar heeft zoals omschreven door Titel I van Boek I van het Wetboek van koophandel.

Art. 5. Het Participatiefonds kan dotaties ontvangen ten laste van de Rijksbegroting, die vaststelt voor welke van de in artikel 4, 2° tot 4°, bedoelde opdrachten deze dotaties zijn bestemd.

Het Participatiefonds kan leningen aangaan met staatswaarborg, met de toestemming van de Minister van Financiën en op de door hem bepaalde voorwaarden.

TITEL II. — Bestuur, toezicht

Art. 6. Het Participatiefonds wordt bestuurd door een raad van bestuur van acht leden die zijn benoemd bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit voor een termijn van zes jaar, op voordracht van de Minister van Financiën en volgens de hierna vermelde modaliteiten :

1° vier leden, met een economische en financiële ervaring, inzonderheid op het gebied van het krediet of het bedrijfsbeheer, voorgesteld op basis van één lid, respectievelijk door de Minister van Financiën, de Minister van Middenstand, de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Minister van Economische Zaken;

2° vier leden, met een economische en financiële ervaring, inzonderheid op het gebied van het krediet of het bedrijfsbeheer, voorgesteld door de representatieve middenstandsorganisaties in de zin van de artikelen 6 en 7 van het koninklijk besluit van 28 mei 1979 houdende coördinatie van de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand.

De kandidaturen worden aan de Minister van Middenstand gestuurd die ze aan de Minister van Financiën meedeelt.

Het mandaat van de leden kan hernieuwd worden. Bij de beëindiging van hun mandaat blijven de leden hun functie uitoefenen tot de inwerkingtreding van de hernieuwing van hun mandaat, of de benoeming van hun opvolger.

De raad van bestuur bestaat uit evenveel nederlandsstalige als franstalige leden.

Een van de leden van de raad wordt door de Koning op voordracht van de Minister van Financiën en de Minister van Middenstand als voorzitter aangeduid en is gelast het Fonds tegenover derden te vertegenwoordigen, zowel voor rechtshandelingen als daarbuiten, en met het uitvoeren van de beslissingen van de raad van het Fonds. Behalve voor rechtshandelingen kan de voorzitter zijn vertegenwoordigingsbevoegdheid overdragen, met de mogelijkheid tot subdelegatie. Een ondervoorzitter wordt op dezelfde wijze aangeduid. Hij vervangt de voorzitter in geval van afwezigheid of verhindering. De voorzitter en de ondervoorzitter behoren tot een verschillende taalgroep. Wanneer beiden afwezig of verhinderd zijn, vervult het oudste lid de taak van voorzitter.

Elk lid van de raad heeft een beraadslagende stem. In geval van gelijke verdeling van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De vergoedingen of presentiegelden van de leden van de raad worden bij koninklijk besluit vastgesteld.

Art. 7. Mogen geen deel uitmaken van de raad van bestuur de leden van de Wetgevende Kamers, van het Europees Parlement, van de Gemeenschaps- en Gewestraden, en de personen die de hoedanigheid hebben van Minister of van Staatssecretaris of van lid van een Gemeenschaps- of Gewestexecutieve.

Art. 8. De raad vergadert op de zetel ten minste eenmaal per maand.

Bovendien vergadert hij telkens de voorzitter of twee leden het vragen. De voorzitter stuurt een oproeping met de agenda bij gewone brief ten minste drie kalenderdagen voor de dag van de zitting.

De raad kan slechts geldig beraadslagen indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig is.

Wanneer een lid van de raad van bestuur een rechtstreeks of onrechtstreeks persoonlijk belang heeft in één van de punten waarover wordt beraadslaagd, dient hij de raad ervan in kennis te stellen en kan hij niet aan de beraadslaging of aan de stemming deelnemen, tenzij bij eenparige beslissing van de andere aanwezige leden.

De beraadslagingen en de stemmingen van de raad worden vastgesteld in notulen die ondertekend worden door de aanwezige leden. De afschriften en uittreksels van de notulen worden ondertekend door de voorzitter of de ondervoorzitter.

Art. 9. Le conseil d'administration fixe, dans le respect de la loi du 28 juillet 1992 portant des mesures fiscales et financières et du présent arrêté, les conditions générales et particulières et toutes modalités de toutes opérations relatives aux missions du Fonds de Participation. Dans ce cadre, il a les pouvoirs les plus étendus d'administration et de disposition, y compris celui de transiger et de compromettre.

Art. 10. Le conseil d'administration peut confier la gestion journalière à la Caisse nationale de Crédit professionnel, conformément à une convention d'une durée de cinq ans à intervenir entre le Fonds et la Caisse. Cette convention est soumise à l'approbation des Ministres des Finances, de l'Emploi et du Travail et des Classes moyennes. A l'échéance de cette période de cinq années, et sauf dénonciation par l'une des parties notifiée six mois au moins avant l'échéance, la convention est renouvelée par tacite reconduction pour des périodes successives de cinq années. En cas de dénonciation de la convention, la gestion journalière du Fonds peut être confiée, selon les mêmes modalités, à tout établissement de crédit de firoit belge, moyennant approbation par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Art. 11. Le Ministre des Classes moyennes, le Ministre des Finances et le Ministre de l'Emploi et du Travail désignent conjointement, auprès du Fonds de Participation, pour un terme de trois ans, un réviseur choisi parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises. Son mandat peut être renouvelé. Sa rémunération, à charge du Fonds de Participation, est déterminée par le Ministre des Finances.

Le réviseur est chargé de contrôler les écritures et d'en certifier l'exactitude et la sincérité.

Il peut prendre connaissance, sans déplacement, des livres et documents comptables, de la correspondance, des procès-verbaux, des situations périodiques et généralement de toutes les écritures. Il vérifie la consistance des biens ou des valeurs qui appartiennent au Fonds de Participation ou dont celui-ci a l'usage ou la gestion.

Il ne peut s'immiscer dans la gestion du Fonds de Participation.

Il adresse au Ministre des Classes moyennes, au Ministre des Finances, au Ministre de l'Emploi et du Travail et au conseil d'administration du Fonds de Participation, un rapport sur la situation active et passive, au moins une fois l'an, à l'occasion de la confection du bilan et du compte de résultat. Il leur signale, sans délai, toute négligence, toute irrégularité et en général toute situation susceptible de compromettre la solvabilité et la liquidité du Fonds de Participation.

Art. 12. Le contrôle du Fonds de Participation par les ministres de tutelle est exercé à l'intervention d'un commissaire du gouvernement nommé par le Roi sur proposition de ces ministres.

Le commissaire du gouvernement assiste aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative, et s'oppose aux décisions qui seraient contraires aux lois et arrêtés et à l'intérêt général. Il a le droit, en tout temps, de procéder, dans le cadre de ses attributions, à toutes les vérifications nécessaires et de se faire produire tous les renseignements et documents utiles à cet effet. Les ordres du jour et les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration lui sont adressés en même temps qu'aux membres de celui-ci.

Il suspend la décision à laquelle il s'oppose et la dénonce, conformément aux dispositions de la loi du 16 mars 1954, aux trois ministres précités. L'opposition d'un seul de ces ministres suffit pour entraîner l'annulation de la décision.

TITRE III. — Composition des actifs et passifs transférés

Art. 13. Le Fonds de Participation reprend, lors de sa création :

1° les participations et les obligations détenues au 31 décembre 1992 pour compte du Fonds de Participation, pour avoir été souscrites par la Caisse nationale de Crédit professionnel en vertu de l'article 2, 5°, du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel, refundu par arrêté royal du 2 juin 1956, ou en vertu de l'article 77, § 2, 1°, de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit, ainsi que tous droits et obligations découlant de ces participations et obligations;

2° les prêts subordonnés et autres avances de ce type consentis au 31 décembre 1992 pour compte du Fonds de Participation par la Caisse nationale de Crédit professionnel ou par ses associations de crédit agréées, en vertu de l'article 2, 6°, du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel, refundu par arrêté royal du 2 juin 1956,

Art. 9. De raad van bestuur stelt, in overeenstemming met de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen en dit besluit, de algemene en bijzondere bepalingen en de modaliteiten van de verrichtingen betreffende de opdrachten van het Participatiefonds, vast. Binnen dit kader beschikt hij over de ruimste bevoegdheden van bestuur en van beschikking, met inbegrip van deze om dadingen en compromissen aan te gaan.

Art. 10. De raad van bestuur kan het dagelijks bestuur toevertrouwen aan de Nationale Kas voor Beroepskrediet, overeenkomstig een daartoe voor vijf jaren afgesloten overeenkomst tussen het Fonds en de Kas. Deze overeenkomst vergt de goedkeuring van de Ministers van Financiën, van Middenstand en van Tewerkstelling en Arbeid. Na afloop van voornoemde periode van vijf jaar en in zover zij niet door één van de partijen wordt opgezegd, bij kennisgeving ten minste zes maanden vóór de einddatum, wordt de overeenkomst stilzwijgend verlengd voor opeenvolgende periodes van vijf jaar. Ingeval de overeenkomst wordt opgezegd, kan het dagelijks bestuur van het Fonds volgens dezelfde modaliteiten toevertrouwd worden aan om het even welke kredietinstelling naar Belgisch recht, mits goedkeuring door een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Art. 11. De Minister van Middenstand, de Minister van Financiën en de Minister van Tewerkstelling en Arbeid stellen gezamenlijk een revisor aan bij het Participatiefonds voor een termijn van drie jaar, gekozen onder de leden van het Instituut van bedrijfsrevisoren. Zijn mandaat is hernieuwbaar. Zijn vergoeding wordt vastgesteld door de Minister van Financiën en wordt gedragen door het Participatiefonds.

De revisor is gelast met het nazicht van de geschriften en verklaart ze juist en oprecht.

Hij neemt kennis, zonder verplaatsing, van de boekhouding en de boekhoudkundige documenten, brieven, notulen, periodieke situaties en van de geschriften in het algemeen. Hij verifieert de samenstelling van de goederen en waarden die aan het Participatiefonds toebehoren of waarvan deze het gebruik heeft of waarover zij het beheer voert.

Hij mag zich niet inlaten met het beheer van het Participatiefonds.

Hij stuurt aan de Minister van Middenstand, de Minister van Financiën en de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, en aan de raad van bestuur van het Participatiefonds een verslag over de toestand van de activa en passiva ten minste eenmaal per jaar ter gelegenheid van het opstellen van de balans en de resultatenrekening. Hij wijst hen zonder verwijf op elk verzuim, elke onregelmatigheid en in het algemeen op elke toestand die de solvabiliteit en de likwiditeit van het Participatiefonds kan aantasten.

Art. 12. De controle van het Participatiefonds door de voogdijministers wordt uitgeoefend door tussenkomst van een regeringscommissaris die benoemd wordt door de Koning op voordracht van deze ministers.

De regeringscommissaris woont de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem, en verzet zich tegen de beslissingen die strijdig zouden zijn met de wetten en besluiten en met het algemeen belang. Hij heeft, in het kader van zijn bevoegdheid, te allen tijde het recht alle nodige controles uit te voeren en om zich alle daartoe nuttige inlichtingen en documenten te doen verstrekken. De agenda en de notulen van de vergaderingen van de raad van bestuur worden gelijktijdig aan de regeringscommissaris en aan de leden van de raad gestuurd.

Hij schorst de beslissing waartegen hij zich verzet en stelt, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 maart 1954, de drie voornoemde ministers ervan in kennis. Het verzet van één van deze ministers volstaat om de nietigverklaring van de beslissing teweeg te brengen.

TITEL III. — Samenstelling van de overgedragen activa en passiva

Art. 13. Het Participatiefonds neemt bij zijn oprichting over :

1° de deelnemingen en obligaties die op 31 december 1992 voor rekening van het Participatiefonds worden gehouden en waarop was ingeschreven door de Nationale Kas voor Beroepskrediet op grond van artikel 2, 5°, van het statuut van de Nationale Kas, zoals omgewerkt bij koninklijk besluit van 2 juni 1956, of op grond van artikel 77, § 2, 1°, van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en tot harmonisering van de controle en de werkingsvoorwaarden van de kredietinstellingen, alsook alle rechten en verplichtingen die uit deze deelnemingen en obligaties voortvloeien;

2° de achtergestelde leningen en andere gelijksoortige vormen van voorschotten die op 31 december 1992 zijn toegekend voor rekening van het Participatiefonds door de Nationale Kas voor Beroepskrediet of door haar erkende kredietverenigingen, op grond van artikel 2, 6°, van het statuut van de Nationale Kas voor Beroepskre-

ou en vertu de l'article 77, § 2, 2^o, de la loi du 17 juin 1991 précitée, ainsi que tous droits et obligations découlant de ces prêts et avances;

3^o le solde au 31 décembre 1992 des disponibilités reprises dans la comptabilité distincte de la Caisse nationale de Crédit professionnel afférente aux missions attribuées par les dispositions visées aux 1^o et 2^o;

4^o les prêts octroyés au 31 décembre 1992 pour compte du Fonds de Participation par la Caisse nationale de Crédit professionnel ou par ses associations agréées, en vertu de l'article 2, 7^o, du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel, refundu par arrêté royal du 2 juin 1956, ou de l'article 77, § 2, 3^o, de la loi du 17 juin 1991 précitée, ainsi que tous droits et obligations découlant de ces prêts;

5^o le solde, au 31 décembre 1992, des disponibilités reprises dans la comptabilité distincte de la Caisse nationale de Crédit professionnel afférente à la mission attribuée par les dispositions visées au 4^o, en ce compris le montant de la provision y relative;

6^o les prêts octroyés au 31 décembre 1992 pour compte du Fonds de Participation, en exécution des dispositions réglementaires régissant le financement des transmissions d'entreprises par la Caisse nationale de Crédit professionnel ou par ses associations agréées, en vertu de l'article 2, 5^o et 6^o, du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel, refundu par arrêté royal du 2 juin 1956, ou de l'article 77, § 2, 1^o et 2^o, de la loi du 17 juin 1991 précitée, ainsi que tous droits et obligations découlant de ces prêts;

7^o le solde, au 31 décembre 1992, des disponibilités reprises dans la comptabilité distincte de la Caisse nationale de Crédit professionnel afférente à la mission visée au 6^o.

Le Fonds de Participation reprend, lors de sa création, les emprunts contractés au 31 décembre 1992 auprès de la Caisse nationale de Crédit professionnel pour le financement des activités visées à l'alinéa précédent, 1^o et 2^o.

TITRE IV. — Comptabilité, bilan

Art. 14. § 1er. Les diverses missions du Fonds de Participation font l'objet, dans sa comptabilité et ses comptes annuels, d'une comptabilité distincte des avoirs, engagements, produits et charges se rapportant à ces missions.

§ 2. Les actifs mentionnés à l'article 13, alinéa 1er, 4^o et 5^o, restent exclusivement affectés à la mission prévue à l'article 4, alinéa 1er, 3^o. Le conseil peut néanmoins les affecter à une autre utilisation, moyennant accord conjoint des trois ministres de tutelle.

§ 3. Au 31 décembre de chaque année, et pour la première fois le 31 décembre 1993, le conseil d'administration arrête le bilan et le compte de résultat.

Ceux-ci sont transmis avec le rapport du conseil d'administration et le rapport du réviseur, avant le 30 avril suivant, aux Ministres des Finances, des Classes moyennes et de l'Emploi et du Travail.

Le bilan et le compte de résultat sont publiés aux annexes au *Moniteur belge* par les soins du conseil d'administration.

§ 4. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net du Fonds. Il est comptabilisé à un fonds de réserve, dont l'utilisation est déterminée par le conseil d'administration dans le cadre des missions déterminées à l'article 4.

§ 5. Conformément à la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, le conseil d'administration fixe le plan comptable, en ce compris les critères d'imputation des frais généraux, et le soumet à l'approbation des Ministres des Finances, des Classes moyennes et de l'Emploi et du Travail.

TITRE V. — Dispositions relatives aux crédits aux chômeurs

Art. 15. Les opérations visées par le présent titre sont effectuées dans le cadre de l'article 4, 3^o, et consistent en l'octroi de prêts subordonnés aux chômeurs complets indemnisés désireux de s'établir comme indépendants ou de créer une entreprise.

Art. 16. § 1er. Pour pouvoir bénéficier d'un prêt subordonné, le chômeur complet indemnisé doit créer, à son profit, un emploi principal par une des voies suivantes :

— devenir indépendant et travailler seul;

diet, zoals omgewerkt bij koninklijk besluit van 2 juni 1956, of op grond van artikel 77, § 2, 2^o, van voornoemde wet van 17 juni 1991, alsook alle rechten en verplichtingen die uit deze leningen en voorschotten voortvloeien;

3^o het saldo op 31 december 1992 van de beschikbare middelen die voorkomen in de afzonderlijke boekhouding van de Nationale Kas voor Beroepskrediet met betrekking tot de opdrachten die zijn verleend krachtens het 1^o en 2^o;

4^o de leningen die op 31 december 1992, zijn toegestaan voor rekening van het Participatiefonds door de Nationale Kas voor Beroepskrediet of haar erkende kredietverenigingen, op grond van artikel 2, 7^o, van het statuut van de Nationale Kas voor Beroepskrediet, zoals omgewerkt bij koninklijk besluit van 2 juni 1956 of op grond van artikel 77, § 2, 3^o, van voornoemde wet van 17 juni 1991, alsook alle rechten en verplichtingen die uit deze leningen voortvloeien;

5^o het saldo op 31 december 1992 van de beschikbare middelen die voorkomen in de afzonderlijke boekhouding van de Nationale Kas voor Beroepskrediet met betrekking tot de opdrachten die zijn verleend krachtens het 4^o inclusief het bedrag van de desbetreffende voorziening;

6^o de leningen die op 31 december 1992 zijn toegestaan voor rekening van het Participatiefonds in uitvoering van de bestuursrechtelijke bepalingen over de financiering van ondernemingsoverdrachten door de Nationale Kas voor Beroepskrediet of haar erkende kredietverenigingen, op grond van artikel 2, 5^o en 6^o, van het statuut van de Nationale Kas voor Beroepskrediet, zoals omgewerkt bij koninklijk besluit van 2 juni 1956, of op grond van artikel 77, § 2, 1^o en 2^o, van voornoemde wet van 17 juni 1991, alsook alle rechten en verplichtingen die uit deze leningen voortvloeien;

7^o het saldo op 31 december 1992 van de beschikbare middelen die voorkomen in de afzonderlijke boekhouding van de Nationale Kas voor Beroepskrediet met betrekking tot de in het 6^o bedoelde opdracht.

Het Participatiefonds neemt bij zijn oprichting de leningen over die op 31 december 1992 werden aangegaan met de Nationale Kas voor Beroepskrediet voor de financiering van de opdrachten bedoeld in 1^o en 2^o van voorgaand lid.

TITEL IV. — Boekhouding, balans

Art. 14. § 1. Voor de diverse opdrachten van het Participatiefonds worden in de boekhouding en de jaarrekeningen de desbetreffende tegoeden, verplichtingen, opbrengsten en kosten afzonderlijk geboekt.

§ 2. De in artikel 13, eerste lid, 4^o en 5^o, vermelde activa blijven uitsluitend bestemd voor de in artikel 4, eerste lid, 3^o voorziene opdracht. De raad kan ze niettemin bestemmen voor een andere aanwending, mits gezamenlijk akkoord van de drie voorgedijministers.

§ 3. Op 31 december van elk jaar, en voor het eerst op 31 december 1993, stelt de raad van bestuur de balans en de resultatenrekening vast.

Deze worden samen met het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de revisor, voor 30 april daaropvolgend aan de Ministers van Financiën, van Middenstand en van Tewerkstelling en Arbeid ter beschikking gesteld.

De balans en de resultatenrekening worden in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt, door toedoen van de raad van bestuur.

§ 4. Het voordelig saldo van de balans na aftrek van de algemene kosten, lasten, afschrijvingen en provisies, maakt de netto-winst uit van het Fonds. Deze wordt geboekt op een reservefonds dat wordt aangewend door de raad van bestuur in het kader van de opdrachten bepaald in artikel 4.

§ 5. Overeenkomstig de wetgeving betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen, stelt de raad van bestuur een boekhoudplan op, inbegrepen de aanrekeningscriteria van de algemene kosten en legt het ter goedkeuring voor aan de Ministers van Financiën, van Middenstand en van Tewerkstelling en Arbeid.

TITEL V. — Bepalingen betreffende de kredieten aan werklozen

Art. 15. De verrichtingen bedoeld in deze titel worden uitgevoerd in het kader van artikel 4, 3^o, en bestaan erin achtergestelde leningen aan uitkeringsgerechtigde volledige werklozen toe te kennen die zich als zelfstandige wensen te vestigen of een onderneming wensen op te richten.

Art. 16. § 1. Om een achtergestelde lening te kunnen genieten dient de uitkeringsgerechtigde volledige werkloze, in zijn voordeel, een hoofdberoep in het leven te roepen, op één van de volgende wijzen :

— zelfstandige worden en alleen werken;

— devenir indépendant et s'associer à d'autres partenaires, chômeurs ou non, pour constituer ou reprendre une entreprise sous forme d'une association de fait ou d'une société, dont il devient associé actif;

— devenir indépendant et associé actif d'une association ou d'une société existante.

§ 2. L'emploi visé au § 1er doit être exercé à titre principal et non à titre d'aidant ni de conjoint aidant.

Art. 17. Les prêts visés au présent titre seront octroyés en vue de permettre au bénéficiaire du prêt d'exercer une des activités non exclues par les Ministres des Finances, des Classes moyennes et de l'Emploi et du Travail.

Art. 18. Le prêt ne sera accordé qu'à condition que le chômeur :

— satisfasse à toutes les conditions légales ou réglementaires relatives à l'exercice de l'activité professionnelle envisagée et notamment, le cas échéant, aux dispositions légales et réglementaires sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat;

— bénéficie, au moment de l'introduction de sa demande de prêt, depuis trois mois et sans interruption, d'allocations de chômage pour tous les jours de la semaine;

— apporte préalablement, à concurrence de la moitié du prêt subordonné, soit des fonds personnels, soit des fonds provenant d'un emprunt, autre que le crédit complémentaire prévu à l'article 19.

Art. 19. Dans la mesure où l'investissement total nécessiterait l'octroi d'un ou de plusieurs crédits complémentaires par un établissement de crédit, la décision du Fonds de Participation sera prise en fonction du dossier complet relatif à ce plan d'investissement, comprenant notamment l'identité de cet établissement de crédit, le taux et les conditions.

Le Fonds de Participation décidera de l'octroi du prêt subordonné notamment sur base des conditions suivantes :

— production de l'acte d'ouverture de crédit complémentaire, dont le montant et les conditions sont restés inchangés depuis l'introduction du dossier auprès du Fonds de Participation;

— engagement de l'établissement de crédit d'avertir le Fonds de Participation de tout dépassement de plus de trois mois en capital et de plus de six mois en intérêts, de toute faillite ou requête en concordat, ou dès qu'il décide de mettre fin à son ou ses crédits;

— paiement le cas échéant au Fonds de Participation par l'établissement, quel qu'il soit, octroyant le crédit complémentaire, d'une commission unique à fixer par le Fonds de Participation, l'intervention de ce dernier réduisant le risque de l'organisme de crédit; cette commission ne pourra pas excéder 2 % du montant du prêt subordonné octroyé.

Art. 20. § 1er. Le prêt subordonné est accordé sous forme d'ouverture de crédit, et fait l'objet d'une convention mentionnant, notamment, le montant, le but, la durée, le taux d'intérêt, les commissions et frais, le programme de remboursement, les modalités de la mise à la disposition des fonds, les conditions et modalités de l'exigibilité avant terme.

§ 2. Les prêts subordonnés couvrent, en tout ou en partie :

— les investissements matériels;

— les investissements immatériels;

— les investissements financiers, comme les rachats de parts;

— les besoins de fonds de roulement, en ce compris ceux nécessaires au démarrage de l'activité.

§ 3. Avant toute mise à disposition des fonds, le bénéficiaire du crédit subordonné doit fournir la preuve qu'il a cessé d'être indemnisé par l'ONEm et fournir l'attestation de la période de carence.

§ 4. Lorsque plusieurs chômeurs introduisent un projet relatif à la reprise ou à la création d'une seule entreprise, celui-ci fait l'objet d'une seule demande.

Art. 21. § 1er. La subordination consiste pour le Fonds de Participation, en cas de concours avec d'autres créanciers de l'emprunteur, à être primé par ceux-ci, à l'exception :

— des créanciers dont la mauvaise foi serait établie;

— des créanciers non institutionnels ne bénéficiant pas d'une créance ayant date certaine, conformément à l'article 1328 du Code civil, exception faite des fournisseurs dont la preuve de la créance suivra les règles du droit commercial.

— zelfstandige worden en zich met andere partners, al dan niet werklozen, verenigen om een onderneming in de vorm van een feitelijke vereniging of een vennootschap op te richten of over te nemen, en waar hij werkend vennoot wordt;

— zelfstandige en werkend vennoot van een bestaande vereniging of vennootschap worden.

§ 2. De in § 1 bedoelde betrekking dient als hoofdberoep en niet als bijberoep noch in hoofde van meewerkende echtgenoot te worden uitgeoefend.

Art. 17. De in deze titel bedoelde leningen worden toegekend om de begunstigde van de lening toe te laten in hoofdzaak een van de activiteiten uit te oefenen die niet zijn uitgesloten door de Ministers van Financiën, van Middenstand en van Tewerkstelling en Arbeid.

Art. 18. De lening zal slechts aan de werkloze worden toegestaan op voorwaarde dat hij :

— voldoet aan de wettelijke en de reglementaire voorwaarden betreffende de uitoefening van de beoogde beroepsactiviteit, en onder andere, desgevallend, aan de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de uitoefening van de beroepsactiviteiten in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsbedrijven;

— op het ogenblik van de indiening van de leningsaanvraag gedurende drie maanden zonder onderbreking geniet van een werkloosheidsvergoeding, voor alle dagen van de week;

— voorafgaandelijk ten belope van de helft van het bedrag van de achtergestelde lening fondsen ter beschikking stelt die voortkomen, hetzij van persoonlijke middelen, hetzij van een lening, andere dan het aanvullend krediet waarvan sprake in artikel 19.

Art. 19. In de mate dat de totale investering een of meer aanvullende kredieten toegekend door een kredietinstelling vergt, neemt het Participatiefonds een beslissing, rekening houdend met het volledige dossier betreffende dit investeringsplan, dat onder andere de identiteit van deze kredietinstelling, de rentevoet en de voorwaarden bevat.

Het Participatiefonds beslist over de toekenning van de achtergestelde lening onder meer op basis van de volgende voorwaarden :

— voorlegging van de akte van kredietopening betreffende het aanvullend krediet, waarvan het bedrag en de voorwaarden ongewijzigd zijn gebleven sedert de indiening van het dossier bij het Participatiefonds;

— verbintenis van de kredietinstelling om het Participatiefonds in kennis te stellen van elke vertraging in de betaling van meer dan drie maanden in hoofdsom en van meer dan zes maanden in interesten, van elke infalingverklaring of aanvraag om concordaat, of van de beslissing het krediet of de kredieten op te zeggen;

— betaling desgevallend aan het Participatiefonds door de kredietinstelling, welke deze ook is, die het aanvullend krediet toekent, van een eenmalige commissie dat door het Participatiefonds wordt vastgesteld, dit omdat met de tussenkomst van het Fonds het risico van de kredietinstelling wordt verminderd; deze commissie mag niet meer bedragen dan 2 % van het toegekende bedrag van de achtergestelde lening.

Art. 20. § 1. De achtergestelde lening wordt toegekend in de vorm van een kredietopening en maakt het voorwerp uit van een overeenkomst met vermelding van onder andere het bedrag, de bestemming, de duur, de interestvoet, de commissies en lasten, het terugbetalingsprogramma, de modaliteiten van terbeschikkingstelling van de fondsen, de voorwaarden en modaliteiten van vervroegde opeisbaarheid.

§ 2. De achtergestelde leningen zijn geheel of gedeeltelijk bestemd voor :

— materiële investeringen;

— immateriële investeringen;

— financiële investeringen zoals de inkoop van aandelen;

— behoeften van bedrijfskapitaal met inbegrip van deze nodig voor het starten van de activiteit.

§ 3. Voor elke terbeschikkingstelling van de fondsen, dient de begunstigde van de achtergestelde lening het bewijs te leveren dat hij niet meer door de RVA wordt vergoed en dient hij het attest van de uitsluitingsperiode te verstrekken.

§ 4. Wanneer meerdere werklozen een ontwerp indienen voor de overname of de oprichting van één enkel bedrijf, wordt dit als één aanvraag behandeld.

Art. 21. § 1. De achterstelling bestaat er voor het Participatiefonds in dat in geval van samenloop met andere schuldeisers van de ontleners, voorrang wordt verleend aan deze schuldeisers, met uitzondering van :

— de schuldeisers waarvan de kwade trouw zou vaststaan;

— de niet-institutionele schuldeisers die geen vordering hebben waarvan de datum overeenkomstig artikel 1328 van het Burgerlijk Wetboek vaststaat, met uitzondering van de leveranciers waarvan het bewijs van de vordering de regels van het handelsrecht volgt.

Seront seuls considérés comme venant en concours avec le Fonds de Participation, au moment où celui-ci exige un remboursement, les créanciers de l'emprunteur pour la partie exigible de leur créance et ayant intenté une mesure d'exécution, ou les créanciers pour le montant de leur créance au moment du dépôt d'une requête en concordat judiciaire ou au moment du jugement déclaratif de faillite.

§ 2. Le prêt subordonné est également primé par tout autre prêt ou autre forme d'avance du Fonds de Participation non régi par le présent titre.

Art. 22. La durée des prêts et avances est de minimum dix ans et de maximum vingt ans.

Pour le remboursement du capital, le Fonds de Participation octroie des franchises de trois à cinq ans, dont il fixe les modalités. Le plafond ne peut excéder 1 million de francs; ce montant est rattaché à l'indice quadrimestriel du mois d'octobre 1992, soit 113,18 points. Il sera adapté tous les deux ans au 1er janvier, et pour la première fois le 1er janvier 1995, compte tenu de l'évolution de l'indice quadrimestriel du mois d'octobre de l'année précédente. Le montant obtenu est arrondi au millier supérieur.

Art. 23. Le taux d'intérêt est de 5 % pendant les cinq premières années à dater de l'offre de crédit et de 7 % les cinq années suivantes. Après la dixième année le taux sera celui des avances à terme déterminé appliqué par la Caisse nationale de Crédit professionnel à ce moment pour les avances de la même durée. Ce dernier taux sera soumis à révision quinquennale.

Art. 24. Les demandes de prêt sont soumises au conseil d'administration du Fonds de Participation, dont la décision est prise notamment sur base des critères suivants :

a) l'honorabilité du demandeur : celle-ci est constatée dans une déclaration de l'organisme introduisant la demande du chômeur, mentionnant les modalités et le résultat de son enquête; le conseil d'administration peut prescrire toute enquête complémentaire;

b) la qualification professionnelle du demandeur, accompagnée de l'appréciation de l'organisme introduisant la demande;

c) la valeur technique, économique et financière du projet pour lequel il est fait appel au Fonds de Participation, exposée dans un document joint à la demande, accompagnée de l'appréciation de l'organisme introduisant la demande;

d) la viabilité de l'entreprise; s'il s'agit d'une entreprise existante, sa viabilité doit être démontrée par la production du bilan, des comptes d'exploitation et de résultats, des avertissements-extraits de rôle des impôts directs des trois dernières années et, s'il y a lieu, des prévisions motivées quant aux résultats complémentaires escomptés de l'intervention du Fonds de Participation; s'il s'agit d'une entreprise nouvelle, sa viabilité doit être démontrée par la production d'une situation de début et d'un budget justifié de recettes et dépenses présumées, le tout accompagné de l'appréciation de l'organisme auprès duquel la demande est introduite.

Art. 25. § 1er. Si le bénéficiaire rencontre des difficultés à honorer ses engagements contractés vis-à-vis du Fonds de Participation, le conseil d'administration peut réaménager les modalités de la convention, aux conditions qu'il décide.

§ 2. Le Fonds de Participation ne pourra entreprendre aucune mesure de récupération de sa créance pendant la période de carence définie à l'article 34, hormis toute mesure conservatoire.

§ 3. Au cas où le bénéficiaire cesse ses activités pour une des raisons fixées conjointement par les Ministres des Finances, des Classes moyennes et de l'Emploi et du Travail, le Fonds de Participation ne lui réclamera pas le solde du prêt subordonné, sauf si la cessation d'activité a lieu plus de cinq ans après le début de la période de carence ou en cas de condamnation pour une des infractions définies à l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934.

TITRE VI. — Dispositions relatives aux avances ordinaires subordonnées ou non

Art. 26. Les opérations visées par le présent titre consistent en l'octroi de prêts subordonnés dans le cadre de l'article 4, 2°, et en l'octroi de prêts subordonnés ou non dans le cadre de l'article 4, 4°.

Art. 27. Au cas où le prêt est accordé dans le cadre du financement d'une transmission d'entreprise, à savoir la cession à titre onéreux d'une entreprise ou activité qualifiée d'indépendante ou de P.M.E.

Worden enkel beschouwd in samenloop te zijn met het Participatiefonds op het ogenblik dat deze een terugbetaling eist, de schuldeisers van de ontleners die een uitvoeringsmaatregel hebben ingeleid voor het eisbaar gedeelte van hun vordering, of de schuldeisers voor het bedrag van hun vordering op het ogenblik van de neerlegging van de aanvraag om gerechtelijk concordaat of op het ogenblik van het vonnis van de infalingverklaring.

§ 2. De achtergestelde lening wordt eveneens voorafgegaan door elke andere lening of vorm van voorschot van het Participatiefonds welke niet wordt geregeld door deze titel.

Art. 22. De duur van de leningen en voorschotten bedraagt ten minste tien en ten hoogste twintig jaar.

Voor de terugbetaling van het kapitaal verleent het Participatiefonds vrijstellingen van drie tot vijf jaar, waarvoor het de modaliteiten vaststelt. Het leningsbedrag mag niet meer bedragen dan 1 miljoen frank; dit bedrag is gekoppeld aan het viermaandelijke indexcijfer van de maand oktober 1992, hetzij 113,18 punten. Het zal om de twee jaar op 1 januari, en voor het eerst op 1 januari 1995, aangepast worden, rekening houdend met de evolutie van het viermaandelijke indexcijfer van de maand oktober van het voorgaande jaar. Het bekomen bedrag wordt naar de hogere duizendtal afgerond.

Art. 23. De interestvoet bedraagt 5 % gedurende de eerste vijf jaren met ingang van de kredietofferte en 7 % gedurende de vijf volgende jaren. Na het tiende jaar is de rentevoet deze van de voorschotten op bepaalde termijn die op dat ogenblik wordt toegepast door de Nationale Kas voor Beroepskrediet voor de voorschotten met dezelfde duur. Deze laatste rentevoet volgt de vijfjaarlijkse herziening.

Art. 24. De leningsaanvragen worden voorgelegd aan de raad van bestuur van het Participatiefonds die een beslissing neemt onder meer op basis van de volgende criteria :

a) de eerbaarheid van de aanvrager : zij wordt vastgesteld in een verklaring waarin de modaliteiten en het resultaat van het onderzoek worden vermeld; de raad van bestuur kan elk ander aanvullend onderzoek voorschrijven;

b) de beroepsbekwaamheid van de aanvrager, vergezeld van de waardering van het organisme dat de aanvraag inleedt;

c) de technische, economische en financiële waarde van het project waarvoor een beroep wordt gedaan op het Participatiefonds; deze waarde wordt uiteengezet in een document dat bij de aanvraag wordt gevoegd, vergezeld van de waardering van het organisme dat de aanvraag inleedt;

d) de leefbaarheid van de onderneming; indien het gaat om een bestaande onderneming moet de leefbaarheid worden aangetoond door voorlegging van de balans, de exploitatierekening en de resultatenrekening, de aanslagbiljetten van de directe belastingen over de laatste drie jaren en, zoodig de met redenen omklede vooruitzichten betreffende de bijkomende resultaten die van de tegemoetkoming van het Participatiefonds worden verwacht; indien het een nieuwe onderneming betreft, moet de leefbaarheid worden aangetoond door voorlegging van een begintoestand en van een verantwoord begroting van vermoede ontvangsten en uitgaven, samen met de waardering van het organisme dat de aanvraag inleedt.

Art. 25. § 1. Indien de begunstigde moeilijkheden ondervindt om zijn verbintenissen die hij heeft aangegaan met het Participatiefonds na te leven, mag de raad van bestuur de modaliteiten van de overeenkomst herschikken volgens de voorwaarden die hij bepaalt.

§ 2. Het Participatiefonds mag geen enkele terugvorderingsmaatregel ondernemen voor zijn vordering tijdens de uitsluitingsperiode zoals bepaald in artikel 34, behalve elke bewarende maatregel.

§ 3. Indien de begunstigde zijn activiteiten stopzet voor één van de redenen gezamenlijk vastgesteld door de Ministers van Financiën, van Middenstand en van Tewerkstelling en Arbeid, eist het Participatiefonds het saldo van de achtergestelde lening niet op, behalve indien de stopzetting van de activiteiten plaats heeft meer dan vijf jaar na het begin van de uitsluitingsperiode of in geval van veroordeling voor één van de inbreuken bepaald in het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934.

TITEL VI. — Bepalingen betreffende de gewone al dan niet achtergestelde voorschotten

Art. 26. De in deze titel bedoelde verrichtingen bestaan erin achtergestelde leningen toe te kennen in het kader van artikel 4, 2°, en al dan niet achtergestelde leningen toe te kennen in het kader van artikel 4, 4°.

Art. 27. In het geval dat de lening wordt verleend in het kader van de financiering van een overdracht van onderneming, nl. de overdracht onder bezwarende titel van een onderneming of van een als

exploitée par une personne physique ou morale, les conditions suivantes doivent être respectées :

1. Lorsque la cession porte sur une activité exercée par une personne morale :

— la cession doit porter soit sur l'intégralité du fonds de commerce soit sur la majorité des parts; dans ce dernier cas, le repreneur doit en outre assumer la gestion journalière à l'exclusion du ou des cédants;

— au cas où la cession se fait sous forme de cession de parts et s'il y a pluralité de cessionnaires potentiels, ceux-ci devront constituer ensemble une société dotée de la personnalité juridique, laquelle reprendra les parts.

2. Lorsque la cession porte sur une activité exercée par une ou plusieurs personnes physiques, la cession doit concerner l'intégralité du fonds de commerce ou l'intégralité de la part du ou des cédants dans le fonds de commerce; dans ce dernier cas, le repreneur doit ainsi avoir la part majoritaire dans le fonds de commerce.

Art. 28. Dans la mesure où l'investissement total nécessiterait l'octroi d'un ou plusieurs crédits complémentaires par un établissement de crédit, la décision du Fonds de Participation sera prise en fonction du dossier complet relatif à ce plan d'investissement, comprenant notamment l'identité de l'établissement de crédit, le taux et les garanties. Le Fonds de Participation soumettra l'octroi du prêt subordonné notamment aux conditions suivantes :

— production de l'acte d'ouverture de crédit complémentaire, dont le montant et les conditions sont restés inchangés depuis l'introduction du dossier auprès du Fonds de Participation;

— engagement de l'établissement de crédit d'avertir le Fonds de Participation de tout dépassement de plus de trois mois en capital et de plus de six mois en intérêts, de toute faillite ou requête en concordat, ou dès qu'il décide de mettre fin à son ou ses crédits;

— paiement le cas échéant au Fonds de Participation par l'organisme, quel qu'il soit, octroyant le ou les crédits complémentaires d'une commission unique d'un montant à fixer par le Fonds de Participation, l'intervention de ce dernier réduisant le risque de l'organisme de crédit. Cette commission ne pourra pas excéder 2 % du montant du prêt subordonné octroyé.

Art. 29. Le prêt est accordé sous forme d'ouverture de crédit, et fait l'objet d'une convention mentionnant, notamment, le montant, le but, la durée, le taux d'intérêt, les commissions et tous frais quelconques, le programme de remboursement, les modalités de la mise à la disposition des fonds, les conditions et modalités de l'exigibilité avant terme. Il peut être assorti de garanties personnelles ou réelles.

Art. 30. La subordination consiste pour le Fonds de Participation, en cas de concours avec d'autres créanciers de l'emprunteur, à être primé par ceux-ci, à l'exception :

— des gérants de l'entreprise;

— des associés et administrateurs de l'association ou de la société;

— des créanciers non institutionnels ne bénéficiant pas d'une créance ayant date certaine, conformément à l'article 1328 du Code civil, exception faite des fournisseurs dont la preuve de la créance suivra les règles du droit commercial;

— des créanciers dont la mauvaise foi serait établie.

Seront seuls considérés comme venant en concours avec le Fonds de Participation, au moment où celui-ci exige un remboursement, les créanciers de l'emprunteur pour la partie exigible de leur créance et ayant intenté une mesure d'exécution, ou les créanciers pour le montant de leur créance au moment du dépôt d'une requête en concordat judiciaire, au moment du jugement déclaratif de faillite ou au moment de la dissolution de l'association ou de la société.

Art. 31. La durée des prêts et avances est de vingt ans au maximum.

Pour le remboursement du capital, le Fonds de Participation peut octroyer des franchises de cinq ans maximum dont il fixe les modalités.

Art. 32. § 1er. Le taux d'intérêt conventionnel est soumis à révision quinquennale à dater de l'offre de crédit.

§ 2. Le taux d'intérêt est celui des avances à terme déterminé pratiqué par la Caisse nationale de Crédit professionnel, diminué de 6 à 10 % pendant une période de deux à cinq ans suivant décision du conseil d'administration. Il ne peut pas être inférieur à 5 %.

zelfstandig gekwalificeerde activiteit of van een K.M.O. uitgebaat door een natuurlijke of rechtspersoon, dienen de volgende voorwaarden worden nageleefd :

1. Wanneer de overdracht betrekking heeft op een activiteit uitgeoefend door een rechtspersoon :

— de overdracht dient betrekking te hebben op de integraliteit van het handelsfonds of op de meerderheid der aandelen; in dit laatste geval dient de overnemer bovendien het dagelijks beheer uit te oefenen met uitsluiting van de overdrager(s);

— als de overdracht gebeurt in de vorm van overdracht van aandelen en indien er meerdere potentiële cessionarissen zijn, dan dienen deze samen een vennootschap met rechtspersoonlijkheid op te richten dewelke de aandelen overneemt.

2. Wanneer de overdracht betrekking heeft op een activiteit uitgeoefend door een of meerdere natuurlijke personen, dient deze betrekking te hebben op de integraliteit van het handelsfonds of de integraliteit van het aandeel van de overdragers in het handelsfonds; in dit laatste geval dient de overnemer aldus het meerderheidsaandeel in het handelsfonds te bezitten.

Art. 28. In de mate dat de totale investering een of meerdere aanvullende kredieten vergt, welke door een kredietinstelling worden toegekend, neemt het Participatiefonds een beslissing op basis van het gehele dossier dat betrekking heeft op dit investeringsplan en dat onder meer de identiteit, de rentevoet en de waarborgen bevat. Het Participatiefonds neemt een beslissing onder andere op basis van de volgende voorwaarden :

— voorlegging van de akte van kredietopening van het aanvullende krediet, waarvan het bedrag en de voorwaarden sedert de inleiding van het dossier bij het Participatiefonds onveranderd zijn gebleven;

— verbintenis van de kredietinstelling om het Participatiefonds in kennis te stellen van elke overschrijding van kapitaal van meer dan drie maanden en van interesten van meer dan zes maanden, van elke infalingverklaring of aanvraag om concordat of vanaf het ogenblik dat zij beslist een einde te stellen aan haar krediet(en);

— betaling desgevallend aan het Participatiefonds door de kredietinstelling, welke deze ook is, die het aanvullende krediet verleent, van eenmalige commissie welke door het Fonds wordt vastgesteld, dit omdat met de tussenkomst van deze laatste het risico van de kredietinstelling wordt verminderd. Deze commissie mag niet meer bedragen dan 2 % van het bedrag van de achtergestelde lening.

Art. 29. De lening wordt verleend in de vorm van een kredietopening en wordt vastgesteld in een overeenkomst waarin onder andere wordt vermeld het bedrag, de bestemming, de duur, de interestvoet, de commissies en de lasten, het terugbetalingsprogramma, de modaliteiten voor het terbeschikkingstellen van de fondsen, de voorwaarden en modaliteiten van de gevraagde opeisbaarheid. Zij kan persoonlijke of reële waarborg bevatten.

Art. 30. De achterstelling bestaat erin voor het Participatiefonds, dat bij samenloop met andere schuldeisers van de ontlenaar voorrang wordt verleend aan deze schuldeisers, met uitzondering van :

— de zaakvoerders van de onderneming;

— de vennoten of bestuurders van de vereniging of vennootschap;

— de niet-institutionele schuldeisers die geen vordering hebben waarvan de datum overeenkomstig artikel 1328 van het Burgerlijk Wetboek vaststaat, met uitzondering van de leveranciers waarvan het bewijs van de vordering de regels van het handelsrecht volgt;

— de schuldeisers waarvan de kwade trouw zou vaststaan.

Worden enkel beschouwd in samenloop te zijn met het Participatiefonds op het ogenblik dat deze een terugbetaling eist, de schuldeisers van de ontlenaar die een uitvoeringsmaatregel hebben ingeleid voor het eisbaar gedeelte van hun vordering, en de schuldeisers voor het bedrag van hun vordering op het ogenblik van de neerlegging van de aanvraag om gerechtelijk concordat of op het ogenblik van het vonnis van infalingverklaring, of op het ogenblik van de ontbinding van de vereniging of van de vennootschap.

Art. 31. De duur van de leningen en voorschotten bedraagt ten hoogste twintig jaar.

Voor de terugbetaling van het kapitaal kan het Participatiefonds vrijstellingen toekennen tot ten hoogste vijf jaar waarvan het de modaliteiten vaststelt.

Art. 32. § 1. De conventionele rentevoet is onderworpen aan de vijfjaarlijkse herziening ingaand op de dag van de kredietofferte.

§ 2. De rentevoet is deze van de voorschotten op bepaalde termijn die door de Nationale Kas voor Beroepskrediet wordt toegepast, verminderd met 6 tot 10 % gedurende een periode van twee tot vijf jaar volgens de beslissing van de raad van bestuur. Hij kan niet lager zijn dan 5 %.

Art. 33. Les demandes de prêt sont soumises au conseil d'administration du Fonds de Participation, dont la décision est prise notamment sur base des critères suivants :

a) l'honorabilité du demandeur : celle-ci est constatée dans une déclaration de l'organisme introduisant la demande, mentionnant les modalités et le résultat de son enquête; le conseil d'administration peut prescrire toute enquête complémentaire;

b) la qualification professionnelle du demandeur, accompagnée de l'appréciation de l'organisme introduisant la demande;

c) la valeur technique, économique et financière du projet pour lequel il est fait appel au Fonds de Participation, exposée dans un document joint à la demande, accompagnée de l'appréciation de l'organisme introduisant la demande;

d) la viabilité de l'entreprise. S'il s'agit d'une entreprise existante, sa viabilité doit être démontrée par la production du bilan, des comptes d'exploitation et de résultats, des avertissements-extraits de rôle des impôts directs des trois dernières années et, s'il y a lieu, des prévisions motivées quant aux résultats complémentaires escomptés de l'intervention du Fonds de Participation. S'il s'agit d'une entreprise nouvelle, sa viabilité doit être démontrée par la production d'une situation de début et d'un budget justifié de recettes et dépenses présumées, le tout accompagné de l'appréciation de l'organisme auprès duquel la demande est introduite.

TITRE VII. — Dispositions diverses

Art. 34. Pour l'application de l'article 44 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, le travailleur visé à l'article 15 est considéré comme recevant une rémunération pendant une période, dite période de carence, qui est constituée du nombre de jours ouvrables obtenu en divisant le montant du prêt subordonné par le montant de l'allocation de chômage qui a été octroyée pour sa dernière journée indemnisée. Cette période ne peut toutefois dépasser trois ans. Elle prend cours le premier jour ouvrable suivant la dernière journée indemnisée, et est attestée par l'ONEm sur présentation d'une copie de l'immatriculation au registre du commerce portant la date de début d'activité, ou d'une copie de l'inscription à l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants.

L'alinéa 1er n'est pas d'application en cas de chômage partiel. Toutefois, la période visée à cet alinéa est prolongée d'un nombre de jours ouvrables qui correspond au nombre de jours de chômage indemnisés au cours des périodes de chômage partiel; les demi-jours de chômage indemnisés sont additionnés pour former des jours complets.

En cas de cessation d'activité, il est tenu compte des sommes remboursées au Fonds de Participation et de la partie de la somme du prêt non déboursée par ce dernier pour recalculer cette période de carence.

TITRE VIII Dispositions transitoires et abrogatoires

Art. 35. Pour l'exécution de l'article 75, alinéa 6, de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, la valeur des actifs sera provisoirement fixée sur la base de la situation des comptes au 31 octobre 1992.

Une réserve exceptionnelle sera constituée à cette occasion, pour couvrir les opérations qui affectent les mois de novembre et décembre 1992.

Après la clôture des comptes du Fonds de Participation au 31 décembre 1992, le conseil d'administration du Fonds transformé en établissement public, décidera de l'affectation de cette réserve conformément aux règles comptables appliquées pour l'année comptable 1992, compte tenu des règles d'évaluation qui ont été appliquées pour la fixation de la valeur des actifs au 31 octobre 1992.

Les Ministres des Finances et des Classes moyennes approuveront les comptes définitifs au 31 décembre 1992, établis conformément aux dispositions de l'alinéa 2.

Art. 36. Les arrêtés et règlements visés à l'article 37 restent en vigueur pour les opérations ayant fait l'objet d'une décision d'octroi du comité de gestion du Fonds de Participation antérieure au 1er janvier 1993, à l'exception de l'article 12 du règlement régissant les opérations prévues à l'article 2, 7°, du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel, approuvé par arrêté ministériel du 10 février 1984.

Art. 37. Sans préjudice des dispositions de l'article 36, les arrêtés et règlements suivants sont abrogés le 1er janvier 1993 :

a) l'arrêté royal du 19 août 1983 réglant l'organisation et le fonctionnement du Fonds de Participation créé au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel;

Art. 33. De leningsaanvragen worden vorgelegd aan de raad van bestuur van het Participatiefonds die een beslissing neemt onder meer op basis van de volgende criteria :

a) de eerbaarheid van de aanvrager : zij wordt vastgesteld in een verklaring waarin de modaliteiten en het resultaat van het onderzoek worden vermeld; de raad van bestuur kan elk ander aanvullend onderzoek voorschrijven;

b) de beroepsbekwaamheid van de aanvrager, vergezeld van de waardering van het organisme dat de aanvraag inleidt;

c) de technische, economische en financiële waarde van het project waarvoor een beroep wordt gedaan op het Participatiefonds; deze waarde wordt uiteengezet in een document dat bij de aanvraag wordt gevoegd, vergezeld van de waardering van het organisme dat de aanvraag inleidt;

d) de leefbaarheid van de onderneming. Indien het gaat om een bestaande onderneming moet de leefbaarheid worden aangetoond door voorlegging van de balans, de exploitatierekening en de resultatenrekening, de aanslagbiljetten van de directe belastingen over de laatste drie jaren en, zonodig de met redenen omklede vooruitzichten betreffende de bijkomende resultaten die van de tegemoetkoming van het Participatiefonds worden verwacht. Indien het een nieuwe onderneming betreft, moet de leefbaarheid worden aangetoond door voorlegging van een begintoestand en van een verantwoord begroting van vermoede ontvangsten en uitgaven, samen met de waardering van het organisme dat de aanvraag inleidt.

TITEL VII. — Diverse bepalingen

Art. 34. Voor de toepassing van artikel 4 van het koninklijk besluit van 2 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering wordt de werknemer bedoeld in artikel 15 beschouwd een loon te hebben ontvangen voor een periode, de uitsluitingsperiode genaamd, die bestaat uit een aantal werkdagen dat bekomen wordt door de deling van het bedrag van de achtergestelde lening door het bedrag van de werkloosheidsvergoeding die werd toegekend op de laatste vergoede dag. Deze periode mag niet meer dan drie jaar bedragen. Zij begint op de eerste werkdag die volgt op de laatste vergoede dag en wordt geattesteerd door de RVA op voorlegging van een afschrift van de inschrijving in het handelsregister met vermelding van de datum van het begin van de activiteit, of van een afschrift van de inschrijving bij de Rijksinstituut voor de Sociale Verzekerings- en Zelfstandigen.

Het eerste lid is niet van toepassing in geval van gedeeltelijke werkloosheid. De in dit lid bedoelde periode wordt echter verlengd met een aantal werkdagen die overeenstemmen met het aantal vergoede werkloosheidsdagen die betrekking hebben op de periode van gedeeltelijke werkloosheid en waarbij de halve dagen van vergoede werkloosheid worden samengeteld om volledige dagen te vormen.

Als de activiteit wordt stopgezet, wordt er rekening gehouden met de aan het Participatiefonds terugbetaalde bedragen en met het door deze laatste niet-uitgekeerde deel van het bedrag van de lening teneinde de uitsluitingsperiode te herberekenen.

TITEL VIII Overgangs- en opheffingsbepalingen

Art. 35. Voor de uitvoering van artikel 75, zesde lid, van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, wordt de waarde van de activa voorlopig berekend op basis van de toestand van de rekeningen op 31 oktober 1992.

Een uitzonderlijke reserve zal bij deze gelegenheid worden gevormd om de verrichtingen te dekken die betrekking hebben op de maanden november en december 1992.

Na de afsluiting van de rekeningen van het Participatiefonds zal de raad van bestuur van het tot openbare instelling omgevormde Fonds beslissen over de aanwending van deze reserve, overeenkomstig de boekhoudregels die voor het boekjaar 1992 werden toegepast, rekening houdend met de waarderingsregels die voor de waardebeoordeling van de activa op 31 oktober 1992 werden toegepast.

De Ministers van Financiën en van Middenstand keuren de definitieve rekeningen van 31 december 1992, opgesteld overeenkomstig de bepalingen van het tweede lid, goed.

Art. 36. De in artikel 37 bedoelde besluiten en reglementen blijven van kracht voor de verrichtingen waarvoor het beheerscomité van het Participatiefonds een beslissing heeft genomen vóór 1 januari 1993, met uitzondering van artikel 12 van het reglement die de verrichtingen van het Participatiefonds regelt welke voorzien zijn in artikel 2, 7°, van het statuut van de Nationale Kas voor Beroepskrediet, goedgekeurd bij ministerieel besluit van 10 februari 1984.

Art. 37. Onverminderd de bepalingen van artikel 36, worden de volgende besluiten en reglementen opgeheven op 1 januari 1993 :

a) het koninklijk besluit van 19 augustus 1983 tot regeling van de organisatie en de werking van het in de Nationale Kas voor Beroepskrediet opgericht Participatiefonds;

b) l'arrêté royal du 22 août 1983 organisant une intervention dans les prêts subordonnés octroyés par le Fonds de Participation créé au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel aux chômeurs complets indemnisés désireux de s'établir comme indépendants ou de créer une entreprise;

c) l'arrêté ministériel du 20 janvier 1984 approuvant le règlement régissant les opérations du Fonds de Participation en vertu de l'article 2, 5° et 6°, du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel ainsi que ledit règlement;

d) l'arrêté ministériel du 10 février 1984 approuvant le règlement régissant les opérations du Fonds de Participation, en vertu de l'article 2, 7°, du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel ainsi que ledit règlement;

e) l'arrêté ministériel du 1er août 1985 portant exécution de l'article 2, § 2bis, de l'arrêté royal du 22 août 1983 organisant une intervention dans les prêts subordonnés octroyés par le Fonds de Participation créé au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel aux chômeurs complets indemnisés désireux de s'établir comme indépendants ou de créer une entreprise.

Art. 38. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1993, à l'exception des articles 6, 11, 12 et 35, qui produisent leurs effets le 15 décembre 1992.

Art. 39. Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1992.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,

A. BOURGEOIS

b) het koninklijk besluit van 22 augustus 1983 tot instelling van een tegemoetkoming in de achtergestelde leningen toegekend door het Participatiefonds dat bij de Nationale Kas voor Beroepskrediet is opgericht, aan de uitkeringsgerechtigde volledig werklozen die zich als zelfstandige wensen te vestigen of een onderneming wensen op te richten;

c) het ministerieel besluit van 20 januari 1984 houdende goedkeuring van het reglement betreffende de verrichtingen van het Participatiefonds krachtens artikel 2, 5° en 6°, van het statuut van de Nationale Kas voor Beroepskrediet, alsook het bedoeld reglement;

d) het ministerieel besluit van 10 februari 1984 houdende goedkeuring van het reglement betreffende de verrichtingen van het Participatiefonds bedoeld in artikel 2, 7°, van het statuut van de Nationale Kas voor Beroepskrediet, alsook het bedoeld reglement;

e) het ministerieel besluit tot uitvoering van artikel 2, § 2bis, van het koninklijk besluit van 22 augustus 1983 tot instelling van een tegemoetkoming in de achtergestelde leningen toegekend door het Participatiefonds dat bij de Nationale Kas voor Beroepskrediet is opgericht aan uitkeringsgerechtigde volledig werklozen die zich als zelfstandige wensen te vestigen of een onderneming wensen op te richten.

Art. 38. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1993, met uitzondering van de artikelen 6, 11, 12 en 35, die uitwerking hebben op 15 december 1992.

Art. 39. Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 december 1992.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

A. BOURGEOIS

MINISTERE DES FINANCES

F. 93 — 38

23 DECEMBRE 1992

Arrêté ministériel fixant la valeur des actifs du Fonds de Participation

Le Ministre des Finances et le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu l'article 75 de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1992 fixant la date d'entrée en vigueur des articles 73 à 84 de la loi du 28 juillet 1992 précitée, relatifs au Fonds de Participation;

Vu l'article 35 de l'arrêté royal du 22 décembre 1992 réglant l'organisation et le fonctionnement du Fonds de Participation;

Vu le rapport des reviseurs,

Arrêtent :

Article unique. La valeur des actifs à reprendre par le Fonds de Participation est provisoirement fixée sur la base de la situation au 31 octobre 1992 conformément aux valeurs mentionnées dans le bilan annexé au présent arrêté.

La réserve extraordinaire visée dans le bilan précité, est constituée afin de couvrir les opérations des mois de novembre et décembre 1992, y compris les corrections comptables résultant de la clôture des comptes du Fonds de Participation au 31 décembre 1992.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 93 — 38

23 DECEMBER 1992

Ministerieel besluit tot vaststelling van de waarde van de activa van het Participatiefonds

De Minister van Financiën en de Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op artikel 75 van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1992 tot vaststelling van de datum van de inwerkingtreding van de artikelen 73 tot 84 van voornoemde wet van 28 juli 1992, betreffende het Participatiefonds;

Gelet op artikel 35 van het koninklijk besluit van 22 december 1992 tot regeling van de organisatie en de werking van het Participatiefonds;

Gelet op het verslag van de revisoren,

Besluiten :

Enig artikel. De waarde van de door het Participatiefonds over te nemen activa wordt voorlopig op basis van de toestand van 31 oktober 1992 vastgesteld overeenkomstig de waarden vermeld in de balans die als bijlage bij dit besluit wordt gevoegd.

De uitzonderlijke reserve vermeld in voornoemde balans wordt aangelegd voor het dekken van de verrichtingen van de maanden november en december 1992 met inbegrip van de boekhoudkundige correcties die voortvloeien uit het afsluiten van de rekeningen van het Participatiefonds per 31 december 1992.